

Gardiens - concierges **L'avenant N°73 du 6 octobre 2008**

Nous donnons ci-dessous :

- une note explicative de l'ARC concernant l'avenant 73 ;
- le texte de l'avenant.

I- Note explicative de, l'ARC

1. UNE MODIFICATION TRÈS IMPORTANTE

Un bouleversement relatif aux salaires modifie, en effet, de façon significative les modalités de calcul des salaires

- des employés d'immeuble, catégorie «A»
- des gardiens logés, catégorie «B»

Deux paramètres disparaissent :

- la valeur du point
- le salaire complémentaire conventionnel

Désormais, il n'existe qu'un salaire minimum brut mensuel conventionnel, négocié par les partenaires sociaux, pour chaque niveau hiérarchique de chacune des deux grilles de catégorie («A» / «B»).

Le taux et la périodicité de progression de la prime d'ancienneté restent inchangés.

Cependant, du fait de l'intégration de la totalité du salaire complémentaire conventionnel dans le salaire minimum brut mensuel conventionnel sur lequel est calculée la prime d'ancienneté, les partenaires sociaux sont convenus d'instaurer une progression dans le calcul de la prime d'ancienneté pour les 3 premiers niveaux de la grille de classification (coefficients 235, 255 et 275).

Ainsi, pour les coefficients 235, 255 et 275

- en 2009, la prime d'ancienneté sera calculée sur 80 % du salaire minimum brut mensuel conventionnel
- en 2010 " " " " " 90 % " " " "
- en 2011 " " " " " 100 % " " " "

Pour les coefficients 340, 395 et 410, la prime d'ancienneté sera calculée sur 100 % du salaire minimum brut mensuel conventionnel, dès 2009.

2. DATE D'APPLICATION

Les partenaires sociaux ont décidé que cet avenant n'entrera en vigueur, pour tous les salariés dépendant de cette Convention collective, que le premier jour du mois suivant la publication de son arrêté d'extension au Journal Officiel.

L'arrêté d'extension de l'avenant N° 73 n'est pas encore publié au jour de la rédaction du présent article

Cela signifie que jusqu'à la prise d'effet de l'avenant N°73, les salaires de 2009 devront être calculés sur la base de l'avenant N°72 (étendu le 01/12/2008 et publié au J.O. du 06/12/2008) :

□ **Avenant N°72**

Niveau	Coefficient	Salariés de Catégorie «A»					Salariés de Catégorie «B»				
		à temps complet		151,67 h	Point à 3,83 €		à service complet		10.000 UV	Point à 4,26 €	
		Base	Compt Convent.	s/Total	Ajust. SMIC	TOTAL	Base	Compt Convent.	s/Total	Ajust. SMIC	TOTAL
1	235	900,05	421,46	1 321,51	0,00	1 321,51	Ne s'applique pas à cette catégorie				
2	255	976,65	353,60	1 330,25	0,00	1 330,25	1 086,30	394,31	1 480,61	0,00	1 480,61
3	275	1 053,25	287,30	1 340,55	0,00	1 340,55	1 171,50	320,75	1 492,25	0,00	1 492,25
4	340	1 302,20	54,99	1 357,19	0,00	1 357,19	1 448,40	62,60	1 511,00	0,00	1 511,00
5	395	1 512,85	0,00	1 512,85	0,00	1 512,85	1 682,70	0,00	1 682,70	0,00	1 682,70
6	410	1 570,30	0,00	1 570,30	0,00	1 570,30	1 746,60	0,00	1 746,60	0,00	1 746,60

□ **Avenant N°73**

Niveau	Coefficient	Salariés de Catégorie «A»		Salariés de Catégorie «B»	
		à temps complet - 151,67 h		à service complet - 10.000 UV	
		Salaire minimum brut mensuel conventionnel		Salaire minimum brut mensuel conventionnel	
1	235	1 361,16		Ne s'applique pas à cette catégorie	
2	255	1 370,16		1 525,03	
3	275	1 380,77		1 537,02	
4	340	1 397,91		1 556,33	
5	395	1 558,24		1 733,18	
6	410	1 617,41		1 799,00	

**II- Convention collective nationale des gardiens concierges et employés d'immeubles
N° 3144
Avenant n°73 du 6 octobre 2008 portant modification de l'annexe 2 (salaire:) au 1^{er}
janvier 2009**

PREAMBULE

Vu l'avenant 67 du 15 novembre 2006 portant modification de l'annexe II « *salaire* » au 1^{er} janvier 2007, dans lequel les partenaires sociaux se sont engagés dans un processus de simplification de la grille des salaires en supprimant le salaire complémentaire conventionnel au profit du salaire de base,

Les partenaires sociaux décident de remplacer la rémunération mensuelle conventionnelle constituée d'un salaire de base et d'un salaire complémentaire par un salaire minimum brut mensuel conventionnel.

ARTICLE 1

L'article 22 de la convention collective nationale des gardiens, concierges et employés d'immeuble intitulé « *Appointements globaux minimaux* » - salaire mensuel contractuel - bulletin de paie gratification du 13^{ème} mois » est modifié comme suit :

1. L'annexe 11 à la présente convention fixe le salaire minimum brut mensuel conventionnel, pour chacun des niveaux de la grille des classifications, pour un emploi à temps complet (catégorie A) ou à service complet (catégorie B) tel que défini à l'article 18, 1er alinéa des paragraphes A et B.

Cette rémunération inclut, s'ils existent, la valeur du salaire en nature correspondant à l'attribution d'un logement de fonction et le salaire en nature complémentaire, évalués dans les conditions prévues à l'article 23 ci-après.

Le salaire minimum brut mensuel conventionnel pour chacun des niveaux est révisé en commission mixte réunie dès lors qu'au moins deux des organisations signataires ou adhérentes en feront la demande et dans le mois qui suivra la réception de cette demande. En tout état de cause, une réunion devra se tenir, au minimum chaque année.

Des avenants régionaux ou des accords d'entreprise peuvent prévoir un salaire minimum brut mensuel anticipant la révision des salaires minimaux bruts mensuels fixés par la convention nationale.

2. Le salaire global brut mensuel contractuel (salaire en nature logement et salaire en nature complémentaire éventuel Inclus), d'un salarié est constitué par l'addition :

a) Du salaire minimum brut mensuel conventionnel défini au paragraphe 1 ci avant multiplié par le taux d'emploi suivant :

- Catégorie A : nombre d'heure:
151.67

- Catégorie B : nombre
d'UV
10.000

b) D'un éventuel salaire supplémentaire contractuel (augmente de tous éléments qualitatifs de rémunération convenus au contrat de travail et incluant notamment l'indemnité différentiel le acquise en application d'une clause d'avantages acquis, ou le maintien du salaire conforme à l'article 12 de la convention collective nationale des gardiens, concierges et employés d'Immeubles), multiplie par le taux d'emploi.

c) Et éventuellement de la prime d'ancienneté, calculée par application du barème fixé par l'article 24 de la convention, sur le salaire minimum brut mensuel.

3. Le salaire est payé au plus tard le dernier jour du mois. Toutefois, si des modifications sont intervenues en cours de mois, un acompte proche de la rémunération réellement due est versé à la même date et la régularisation s'effectue le mois suivant.

Tout salarié doit recevoir chaque mois un bulletin de paye établi dans les conditions prévues aux articles R3243-1 à S du Code du Travail dont les paragraphes suivants sont complétés comme suit :

Le bulletin de paie doit, en plus des mentions légales des articles R3243-1 à S du code du travail, mentionner les dispositions suivantes :

1° L'emploi (cf art 21,3e alinéa), le niveau et le coefficient hiérarchique fixés par l'article 21;

2° La période d'emploi et le nombre d'heures (pour le personnel de catégorie A, soit 151.67 heures pour un emploi à temps complet pendant le mois concerné) ou d'unités de valeur (pour le personnel de catégorie B, soit 10000 UV pour un emploi à service complet pendant le mois concerné) ;

Le calcul du salaire contractuel dû en détaillant (et proratant s'il y a mois incomplet) les trois rubriques "*Salaire minimum brut mensuel conventionnel*"; "*Salaire supplémentaire contractuel*" et "*Prime d'ancienneté*" visées au paragraphe 2 ci-avant.

3° La rémunération forfaitaire mensuelle des tâches exceptionnelles (astreinte de nuit visée à l'article 18 S). la rémunération forfaitaire à l'unité des taches occasionnelles (permanence des dimanches et jours fériés visée à l'article 19-4, heures supplémentaires) et les primes (par exemple le tri sélectif) ou gratifications ;

4° Eventuellement le salaire en nature logement et le salaire en nature complémentaire, déduits du salaire net en application de l'article 23 de la convention, et s'il y a lieu la nature et le montant des autres déductions effectuées sur la rémunération ;

4. Gratification "13e mois" :

Les salariés justifiant d'une présence complète pendant l'année civile (toute période d'absence indemnisée à 90 % étant considérée comme temps de présence) perçoivent avec la paie de décembre une gratification égale au salaire mensuel brut contractuel défini au paragraphe 2 ci-dessus, acquis à cette date.

Le salarié justifiant de moins de douze mois de présence perçoit cette gratification prorata temporis et en valeur à la date de départ si le salarié quitte l'entreprise en cours d'année.

ARTICLE 2

En conséquence les salaires au 1^{er} janvier 2009 sont définis comme suit :

Grille catégorie A	
Niveau	Salaire minimum brut mensuel conventionnel (151.67h)
1	1361,16
2	1370,16
3	1 380,77
4	1 397,91
S	1558,24
6	1617,41
Grille catégorie B	
Niveau	Salaire minimum brut mensuel conventionnel (10000UV)
1	
2	1 525,03
3	1597,02
4	1556,33
S	1733,18

6	1799,00
---	---------

ARTICLE 3

L'article 24 relatif à la prime d'ancienneté est modifié comme suit :

Des primes d'ancienneté sont attribuées. Elles rajoutent au salaire minimum brut mensuel conventionnel et doivent figurer d'une manière explicite sur le bulletin de paie.

Elles sont calculées sur le salaire minimum brut mensuel conventionnel établi en application de l'article 22-2 a :

- 3 % après 3 ans de service chez le même employeur ;
- 6 % après 6 ans de service chez le même employeur;
- 9 % après 9 ans de service chez le même employeur;
- 12 % après 12 ans de service chez le même employeur ;
- 15 % après 15 ans de service chez le même employeur ;
- 18 % après 18 ans de service chez le même employeur.

ARTICLE 4

Les parties conviennent de mettre progressivement en oeuvre cette mesure. En conséquence, la prime d'ancienneté sera calculée de la manière suivante :

Pour les 3 premiers niveaux de la grille de classification, l'assiette de calcul pour la prime d'ancienneté établie en application de l'article 24 de la convention collective est de :

- 80% pour l'année 2009,
- 90% pour l'année 2010,
- 100% pour l'année 2011.

Les trois niveaux suivants de la grille de classification ont une assiette de calcul de 100 % du salaire minimum brut mensuel conventionnel établi en application de l'article 22-2 a, dès l'année 2009.

ARTICLE 5

Les établissements, les entreprises et les groupes ne pourront déroger à l'ensemble des dispositions du présent accord sauf dispositions plus favorables pour les salariés.

ARTICLE 6

En raison des modifications structurelles apportées sur la constitution du salaire, les parties signataires conviennent de demander l'extension du présent avenant qui n'entrera en vigueur que le premier jour du mois suivant la publication de son arrêté d'extension au Journal Officiel.